

GÉNÉRALISONS LES GRÈVES...

Le mois qui vient de s'écouler a vu les syndicats lancer des mots d'ordre de grèves et d'actions que le pays n'avait pas connus depuis bien longtemps. Mais aux regards des communiqués triomphants brandis par les centrales, il est bon de s'interroger sur le sens de ce subit regain d'activité revendicative, pour voir, si comme le dit le «*Nouvel observateur*», les travailleurs commencent à relever la tête.

DEBRÉ, DES SOUS!

A la mi-février, le programme Debré, approuvé par le *Conseil des ministres*, et mis à la connaissance du public n'apportait que de très légères satisfactions à des catégories relativement restreintes de salariés: les «*smigards*». D'autres améliorations touchaient aussi les familles et les vieux. Par contre, le *TRAIN DEBRÉ* ne comportait aucune amélioration en faveur de la grande masse des travailleurs. Ces mesures qualifiées par le journal «*Combat*» de «*petites souris*» renforçaient les syndicats dans leur conviction de lancer une vague d'actions revendicatives, qu'ils avaient déjà fixée pour le 24 février.

Ce jour-là, les salariés de l'État, suivant les mots d'ordre de la C.G.T. et de la C.F.D.T. manifestèrent au Palais-Royal. Les métallurgistes C.G.T.-F.O. et C.F.D.T. de leur côté organisèrent des actions multiples, avec des arrêts de travail d'un quart d'heure à deux heures, principalement dans la Région parisienne.

Simultanément, les P.T.T. commencèrent une grève qui devait s'échelonner sur 3 jours et entraîner à tour de rôle différentes catégories du personnel des *Postes*. Le 25 février, les «*Roulants*» arrêtaient le travail, suivis des employés du métro le 1^{er} mars. Ce jour-là, G. Séguy, secrétaire de la C.G.T., devait proclamer: «*Le front commun syndical lèvera tous les obstacles*».

Encouragées par la participation relativement importante des travailleurs à ces journées, la C.G.T. et la C.F.D.T. devaient inviter les autres organisations à se joindre à eux pour développer ces actions au cours de la journée du 15 mars, d'autant plus que l'État, nullement impressionné, semble-t-il, ne concédait aux grévistes que des «*centimes*», selon l'*«Humanité»*.

Le 15 mars, Frachon et Descamps, en tête de 500 ouvriers qui devaient pour leur part s'arrêter à la porte, entraient au siège du C.N.P.F., pour la première fois depuis 1947. Les métallos débrayaient le même jour pour une nouvelle fois, plus massivement encore, ainsi que la chimie et certains secteurs du bâtiment et de la verrerie. Jusqu'à la fin du mois, les actions devaient se poursuivre. Par deux fois, les 16 et 17 et les 25 et 26 les «*Roulants*» de la S.N.C.F. arrêtaient, dans des proportions importantes, le trafic ferroviaire, tandis que les électriciens coupent le courant dans la journée du 23 mars.

Au moment où je fais cet article, de nouvelles consignes sont données aux postiers, à la R.A.T.P., à Air France, à la Défense nationale et dans le Bâtiment.

Quelles remarques préalables peuvent expliquer cette agitation. Il apparaît que les centrales ont tâté le terrain pour voir si la base suivait. Les secteurs traditionnellement en pointe ont été les premiers sollicités et, incontestablement, les grèves ont été suivies dans une assez large mesure. Il est donc probable que les actions entreprises vont se développer dans les jours à venir et sans doute entraîner des secteurs encore calme.

L'accord C.G.T.-C.F.D.T. semble être au beau fixe et ces deux Confédérations ont l'initiative des mouvements, laissant F.O. dans l'ombre. Cette dernière d'ailleurs est passablement désorientée tandis qu'en son sein un duel sourd oppose la Direction à certaines fédérations qui manifestent une volonté sensible d'aller s'enferrer dans le *Front syndical commun*. Mais si la liaison C.G.T.-C.F.D.T. attire certains secteurs *Force Ouvrière*, il est certain qu'à l'échelon des confédérations rivales, tout n'ira pas sans heurts dans les semaines à venir.

Il est aussi peu probable que des mouvements rotatifs nous passions à une action généralisée, les grèves illimitées étant considérées par la C.G.T. comme aventuristes.

MÉCONTENTEMENT A LA BASE

Du côté des travailleurs, un changement s'est opéré, leur participation en nombre aux manifestations diverses qui ont eu lieu, montrent qu'un certain malaise existe parmi eux. En effet, les augmentations de salaires sont progressivement détériorées pour passer de 8,8% en 1963 à 5,9% en 1965, tandis que l'État paraît incapable de maîtriser la hausse des prix. L'insécurité, de l'emploi, le chômage important incitent encore les travailleurs à protester.

Les patrons, d'autre part, ne laissant entrevoir aucune amélioration sensible, il est à prévoir que la disponibilité des travailleurs et leur esprit revendicatif s'en trouveront renforcés.

La dernière déclaration de Pompidou à la *Foire de Lyon* montre que l'État ne semble pas prêt à faire les moindres concessions, bien au contraire il paraît décidé si les grèves s'ampliaient à frapper fort et juste; l'armement de l'industrie française pour la concurrence mondiale doit s'effectuer dans le calme.

Tous les belligérants sont décidés à engager la bagarre, mais dans certaines limites seulement du côté des syndicats.

LES OUVRIERS DÉBORDENT-ILS LES SYNDICATS ?

Il ne faut pas se le cacher, ces grèves déclenchées sont pour une large part des grèves politiques et ne déboucheront sur rien de substantiel pour les travailleurs. Face à un patronat pressé par la concurrence extérieure et décidé à maintenir fermement les salaires des travailleurs, les syndicats opposent des grèves très limitées et fractionnelles, moyens inadéquats à une réplique efficace. Leur attitude montre bien la démission des représentants ouvriers vis-à-vis des monopoles et leur refus flagrant d'un combat dont ils ne seraient plus les maîtres. Cette position apparaît être, celle principalement de la C.G.T. dont l'importance fait qu'elle se répercute sur les autres centrales. Ceux-ci veulent montrer aux travailleurs que le régime actuel n'admet aucun espoir d'un relèvement social, mais au lieu d'en tirer des perspectives révolutionnaires, leur horizon se borne aux législatives de 1967 dont ils espèrent, et font espérer aux ouvriers, qu'une majorité de gauche entraînera un relèvement du niveau de vie. L'action de ces dernières semaine n'est tournée que vers cette issue et elle seule; créer les conditions favorables à une victoire de la gauche et pour faire éclater aux yeux des salariés l'incompétence d'un État voué aux monopoles.

En attendant cette heureuse victoire, qui ne changera rien du tout, si ce n'est de renforcer l'exploitation en intégrant complètement les organisations syndicales, le prolétariat abusé et sans défense subit la politique gaulliste. Il est sûr que cette mainmise de l'État ira en se renforçant. L'industrie pour être compétitive doit se concentrer et ces fusions n'iront pas sans réduction du personnel. Il est paradoxal aussi que, bien que le chômage ne soit pas résorbé, le Pouvoir envisage une importation accrue de la main-d'œuvre étrangère, il n'est pas besoin de nous faire un dessin pour en comprendre les intentions secrètes.

Les travailleurs semblent pourtant décidés à poursuivre les actions, une fois de plus cette volonté se heurtera à celle des organisations qui est de canaliser, pour des motifs électoraux, le mécontentement des ouvriers. Mais les conditions aidant il n'est pas exclu que les salariés débordent les syndicats.

Les anarchistes doivent donc se préparer à cette éventualité et en attendant de répandre partout la déclaration de la *Commission syndicale de la F.A. et de l'Union des anarcho-syndicalistes* (1):

- Lutte contre l'intégration; - Campagne pour l'action directe généralisée (dénonciations des «voies de garage»: élections, grèves tournantes).

Éric KOSCAS,
Jeunes Révolutionnaires Anarchistes.

(1) Voir le M.L. de mars 1966, n°120.